

**Point de presse du porte-parole -
Corée du Nord/Tir de missile
balistique/Rappel de la déclaration -
Cybersécurité/Attaques contre des
acteurs privés et publics -
République centrafricaine/Attaque
contre la ville de Bangassou et le
contingent de la MINUSCA -
Yémen/Épidémie de choléra/Aide
française - IHEDN/18ème «forum
international sur le continent
africain» - Azerbaïdjan/Liberté de
la presse - Chine/Culture/Festival
«Croisements 2017» -
Russie/LGBTI
(Paris, 15 mai 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a rappelé la déclaration, fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Corée du Nord - Tir de missile balistique - Rappel de la déclaration du 14 mai 2017

La France condamne avec la plus grande fermeté le nouveau tir de missile balistique auquel a procédé la Corée du Nord. En violant ainsi une nouvelle fois ses obligations internationales, la Corée du Nord confirme qu'elle demeure une menace sérieuse pour la paix et la sécurité régionale et mondiale.

La France appelle la Corée du Nord à se conformer sans délai à ses obligations internationales et à procéder au démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ses programmes nucléaire et balistique.

2 - Cybersécurité - Attaques contre des acteurs privés et publics

La France condamne avec la plus grande fermeté les cyber-attaques d'une ampleur inédite qui ont frappé à partir du 12 mai de nombreux acteurs privés et publics dans plus de 150 pays, affectant plusieurs entreprises françaises. Outre leur impact sur l'économie, ces attaques peuvent constituer, selon la cible visée, une menace pour la sécurité de la nation et un danger pour les libertés fondamentales.

La protection des réseaux gouvernementaux ainsi que celle des entreprises est une priorité.

La France est pleinement mobilisée pour mettre en oeuvre une coopération internationale efficace contre la cybercriminalité, pour prévenir et faciliter le traitement des attaques.

3 - République centrafricaine - Attaque contre la ville de Bangassou et le contingent de la MINUSCA (12 et 13 mai 2017)

La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque de la ville de Bangassou et du contingent de la MINUSCA les 12 et 13 mai par des bandes armées, qui a fait de nombreuses victimes civiles et entraîné la mort d'un casque bleu marocain. Cela porte à six le nombre de soldats de la paix tués en une semaine.

Nous adressons nos plus sincères condoléances aux familles des victimes et aux autorités marocaines. Toute la lumière devra être faite sur ces actes odieux, qui peuvent constituer des crimes de guerre et dont les auteurs doivent être traduits en justice.

La France réitère son soutien aux autorités centrafricaines et à la MINUSCA dans la mise en oeuvre de son mandat de protection des populations civiles. La France est déterminée à poursuivre, en concertation avec l'ensemble de ses partenaires européens, africains et internationaux, ses efforts pour la stabilisation et la consolidation de la paix en République centrafricaine.

4 - Yémen - Épidémie de choléra - Aide française

La France est préoccupée par la vitesse avec laquelle l'épidémie de choléra se répand dans certaines régions du Yémen.

Cette épidémie s'inscrit dans un contexte sanitaire très dégradé et la propagation de la maladie au reste du pays ne pourra être empêchée sans une action décisive pour y mettre fin au plus vite. La France consacrera 2 millions d'euros pour soutenir des projets qui permettent de répondre aux besoins d'urgence absolue des populations, dans le secteur de la santé notamment.

Il est plus que jamais urgent de trouver une solution politique au Yémen, seule issue possible à ce conflit pour mettre un terme aux souffrances de la population yéménite.

5 - IHEDN - 18ème «forum de l'IHEDN sur le continent africain» (Paris, 16-23 mai 2017)

Le dix-huitième «forum de l'IHEDN sur le continent africain» de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) se déroulera du 16 au 23 mai à Paris.

Cette rencontre, dont le ministère des affaires étrangères et du développement international et l'IHEDN assurent la conception en partenariat, permettra cette année aux auditeurs de réfléchir sur la nécessaire complémentarité entre développement durable et sécurité.

Une table-ronde sur le thème «le défi de la paix pour un environnement durable» sera organisée le 17 mai, avec la participation de l'observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix. Cette séquence sera l'occasion d'échanges entre chercheurs, médias, think-tanks et acteurs institutionnels.

6 - Azerbaïdjan - Liberté de la presse

La France est préoccupée par la décision des autorités azerbaïdjanaises d'interrompre la diffusion de plusieurs sites Internet d'information en Azerbaïdjan.

Elle appelle les autorités azerbaïdjanaises à se conformer aux engagements internationaux qu'elles ont librement souscrits et à respecter pleinement la liberté d'expression et la liberté de la presse, qui constituent des éléments fondamentaux pour le développement des sociétés civiles et la consolidation des institutions démocratiques.

La France continuera de suivre de près la situation des media en Azerbaïdjan.

7 - Chine - Culture - Festival «Croisements 2017» (6 mai-9 juillet 2017)

La douzième édition du festival «Croisements» se tient en Chine jusqu'au 9 juillet 2017.

Cette année encore, le festival «Croisements» permettra de mettre en valeur les échanges artistiques franco-chinois, par l'invitation d'artistes français qui puisent leur inspiration dans la culture chinoise.

Avec 216 événements programmés dans 30 villes, cette manifestation populaire et pluridisciplinaire s'est affirmée au fil des années comme un rendez-vous artistique annuel incontournable.

Pour plus d'informations : http://croisements.faguowenhua.com/

8 - Russie - LGBTI

Q - Selon des informations de presse, la France aurait refusé l'accès à son territoire à des personnes LGTBI venant de Tchétchénie. Pouvez-vous nous le confirmer ?

R - La France a pris position en faveur des droits des personnes persécutées pour leur orientation sexuelle en Russie notamment par une déclaration du porte-parole du 12 avril et par une lettre conjointe que M. Jean-Marc Ayrault a adressée avec quatre de ses collègues européens (Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Pays-Bas), au ministre russe des affaires étrangères.

Sur les cas concrets, l'ambassade de France travaille, en lien étroit avec des ONG locales et en coordination avec ses partenaires européens, en soutien aux victimes LGBTI concernées. Elle est prête à examiner les demandes de visa à caractère humanitaire.

Dans le cas d'espèce, aucune demande de visas n'a été présentée par les personnes concernées. Leur dossier serait bien entendu examiné rapidement si une demande venait à être déposée./.